

SOCIAL-TRAVAILLEURS

De l'urgence d'un recadrage des actions de la Synergie des travailleurs du Togo



Des élèves innocents et naïfs, jetés dans la rue

Recensement dans la zone 2: Présidente de la CENI: "Les choses se passent globalement bien"



Mme Angèle Dola Aguigah, Pdte CENI

1er anniversaire du parti UNIR: Responsables et militants de ce parti dans des Eglises ce dimanche pour "rendre grâce à Dieu"



Des membres du parti UNIR à la Cathédrale de Lomé

14 avril 2012 - 14 avril 2013: Un an jour pour jour qu'a été créée l'Union pour la République (UNIR, au pouvoir). Cette formation politique avait été créée à Atakpamé (environ 175 km au nord de Lomé), suite à la dissolution du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), après environ 42 années d'existence.

Suite page 4

Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de passation des marchés: L'unité de gestion du PGICT et autres acteurs à l'école des procédures de la Banque Mondiale

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES FORESTIERES
PROJET GESTION INTEGREE DES CATASTROPHES ET DES TERRES
Date: SEMINAIRE DE FORMATION DES ACTEURS DE LA CHAÎNE DE PASSATION DES MARCHÉS DU PGICT / BANQUE MONDIALE
Date: HÔTEL LE BERCEAU - NOTSE Date: DU 08 AU 13 AVRIL 2013



La table d'honneur à l'ouverture de l'atelier

L'atelier de renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de passation et de contrôle des marchés publics a ouvert ses travaux le lundi 8 Avril à l'hôtel le Berceau à Notse à 91 kilomètres de Lomé.

Suite page 5

Libre opinion:

Drs WALLA et TSOLENYANU, ne pénalisez pas les morts !



Dr David IHOUE, ancien ministre de la Santé

Mes chers confrères, Dans tous les pays du monde, lorsqu'il y a grève du corps médical, il y a obligation, pour le personnel soignant, d'assurer un service minimum, et le service de la morgue fait partie de ce service minimum. Si les cadavres sont disséminés dans les maisons pendant des jours, nous risquons d'être confrontés à des épidémies, même de maladies longtemps disparues, comme la peste.

Suite page 4

Météo

Mardi 16 avril 2013
Matin:
Ciel peu nuageux
26°C
Après-midi:
Ciel très nuageux
33°C



COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE
ELECTIONS LEGISLATIVES ET LOCALES 2013

Du 15 Mars au 14 Avril Je prends ma carte d'électeur... ma VOIX compte

Togolais, viens, bâtissons la cité !



EDITO
LA CULTURE DE L'APAISEMENT

Notre pays le Togo connaît depuis quelques semaines des zones de turbulence. S'il est vrai que ces zones comptent dans le pilotage d'un avion et que le pilote fait toujours avec, ici dans notre contexte, il nous faut nécessairement aller à la culture de l'apaisement.

Nous n'avons pas besoin d'envoyer la situation ou d'allumer les foyers de tension à loisir. Nous n'avons pas le devoir de servir d'échappatoire aux politiques. Au contraire, nous devons dans nos milieux faire montre d'une disponibilité d'apaisement. Apaiser les cœurs par les actes, par les propos et surtout par un sursaut de patriotisme. Il ne nous revient pas du tout, comme cela est le vœu de beaucoup de politiques, faute d'avoir excellé, chercher à détruire le pays, à pourrir la situation.

Syndicalistes, société civile, autorités, hommes de médias, nous jouons notre responsabilité devant l'histoire. Même si nous feignons de le savoir. L'histoire retiendra le rôle joué par tout un chacun dans l'évolution de notre société.

Nous n'avons aujourd'hui qu'une seule obligation : cultiver l'apaisement dans nos foyers, sur nos lieux de travail, dans nos revendications.

Bonne lecture!

Crédo TETTEH

La musique togolaise en berne: L'artiste Grégoire Lawani sera inhumé samedi prochain à Lomé

UNE CÉRÉMONIE d'hommage à l'endroit de feu l'artiste chanteur Grégoire Lawani, en prélude au rapatriement de sa dépouille à Lomé, a eu lieu dans la soirée du vendredi 12 avril à la Salle Entraide de l'Unité Pastorale de Saint-Gilles à Bruxelles. Dirigée par le RP Eugène de la Paroisse catholique de Nivelles, elle a donné l'occasion aux participants de manifester des valeurs d'attention à l'autre, au romantique crooner, Grégoire Essohanam Akpoli-Lawani, récemment rentré dans le monde des ténèbres.

Batoma Blackma, Maba Lakougnon, Kojo Janka, Robert Alognon Dégbèvi, Combey Lotta, Aguè Vodou, Julie Akofa Akoussah, Félix Aurélien Boccovi, Brigadier Zimba, Germaine Yta Jourias, Ambroise Ouyi Tassane, elle a choisi d'emporter Grégoire Lawani dans son sommeil dans la nuit du dimanche 31 mars au lundi 1er avril 2013 à Bruxelles. Il avait 64 ans.

Ayant certes perdu le chemin de la scène, le romantique crooner qu'était Grégoire Lawani était une référence de la chanson togolaise. Artiste chanteur-compositeur,

teur-compositeur exceptionnel. Et ce n'est pas là une appréciation de complaisance.

Le style Grégoire Lawani, c'est la fusion entre le Jerk et l'Afro-beat. Le natif de Kouméa était à une certaine époque l'une des meilleures vedettes en vogue de la chanson africaine. Les paroles de ses compositions chantées en Kabiyè, sa langue maternelle ou en Français sont d'une gaieté remarquable. Et bon nombre de férus de musique, avouent avoir écouté et aimé notamment Mabafei, Allele, M'Ba, Elle m'a mordu la langue, Séparation, sans savoir que

D'un très grand talent, il s'était perfectionné en art musical à la Sorbonne en France avant d'aller se spécialiser aux Etats-Unis. Puis, il a tout laissé, faute d'une bonne organisation. Imaginons un peu s'il ait pu concrétiser ses projets.

Deux interventions ont été émouvantes lors de la série des témoignages ayant marqué la veillée de prières en sa mémoire. Connu artiste-chanteur, Grégoire Lawani avait aussi touché à d'autres activités, comme l'a précisé Gaël, l'aîné de ses rejetons. A part la chanson, on l'a aussi vu politicien et homme d'affai-



L'artiste chanteur-auteur-compositeur Grégoire Lawani dans ses vieux jours



La dépouille de Grégoire Lawani à la morgue à Bruxelles

" Vivre, c'est de faire campagne " disait le philosophe latin Sénèque. La vie étant courte que la mort ; elle est pour un temps limitée. Jusqu'à quand la mort, cette vorace s'acharnera-t-elle sur les artistes togolais ? Après Bella Bellow, la pionnière de la chanson togolaise moderne,

Grégoire Lawani possédait un talent indescriptible parce que composant lui-même les musiques de ses chansons, avec un choix méthodique des mots, tout faisant de lui un parolier original. Aussi, la finesse de ses sentiments, son humour lui permettaient le " grade " d'un auteur-chan-

l'auteur est un Togolais.

Grégoire Lawani avait tout pour se faire un nom comme le Brésilien Gilberto Gil, le Sénégalais Youssou N'Dour, le Congolais Ray Lema ou le Gabonais Pierre Claver Akendegue. Comme les deux premiers, il a été ministre. Et après ?

res. Le natif de Kouméa a notamment dirigé la Société Hayward Finances et une autre spécialisée dans la communication. Egalement ministre et amoureux de la nature, il a été le fondateur d'abord du Parti Ecologiste Panafricain (PEP) et d'Ecologie Sans Frontière, aujourd'hui à l'abandon. Dans son intervention, la chanteuse Nimon Toki Lala, les yeux en larmes et la voix enrouée, a précisé que la mort et Grégoire Lawani sont à jamais partis pour ce voyage sans fin et sans retour.

Consternante réalité. " Hâte-toi de bien vivre et songe que chaque jour est à lui seul une vie " a aussi écrit le philosophe cité plus haut.

Une belle aventure, celle menée par Grégoire Lawani est ainsi finie. " Je suis parti " comme il l'a lui-même chanté dans le morceau intitulé Séparation issu de l'album étiqueté Fiesta et arrangé par Manu Dibango et Slim Pezin. Hier c'était Bella Bellow, Julie Akofa Akoussah, Ambroise Ouyi Tassane.... Et à présent, Grégoire Lawani. Ils sont mortels et ils sont partis.

Bien présente est l'immortalité de la culture togolaise. Mais elle est triste et en plein désarroi. Son drapeau quoiqu'en berne, ne baissera jamais car la musique de chez nous est en net progrès. D'autres voix sont là, prêtes à pérenniser l'héritage à elles laissées. Grégoire Lawani, le romantique crooner s'étant tu. Plus que reconnaissante, la terre togolaise est disponible et ouvrira ainsi ses entrailles pour y recevoir à jamais sa dépouille.

©Ekoué Satchivi

SANTÉ

Fin de la mission médico-chirurgicale humanitaire foraine gratuite de l'Ong "Aimes-Afrique" à Notsè et ses environs:

1.307 patients consultés et 214 autres opérés avec succès

LA MISSION médico-chirurgicale humanitaire foraine gratuite de grande envergure déclenchée depuis le 8 avril dernier à Notsè et ses environs (près de 95 km au nord de Lomé) dans la préfecture de Haho s'est achevée samedi dernier avec un bilan globalement satisfaisant. Au total 1.307 patients consultés et 214 autres opérés avec succès.



Dr Michel Kodom

dent-fondateur de l'Ong "Aimes-Afrique".

"Nous espérons mobiliser les ressources nécessaires pour pouvoir revenir, afin de prendre en charge ces patients. C'est le lieu de remercier toutes les bonnes volontés et surtout le gouvernement togolais qui a encore une fois mis à notre disposition les locaux et des médecins qui ont participé à cette mission. Nous remercions surtout le personnel local qui a travaillé très dur pour que nous puissions arriver à ce résultat assez flatteur", a-t-il souligné, ajoutant que 10 kits ont été mis

Les patients ont été opérés en chirurgie générale (161) et en ophtalmologie (53). Sur le tableau des patients opérés, les cas d'hernie sont en première ligne (128). Viennent ensuite les patients souffrant de la cataracte (35) et de ptérygion (17).

"La mission s'est très bien passée. Plus de 1.307 patients pris en charge en consultations médicales spécialisées. Au total 214 patients ont été opérés avec succès en l'espace de 3 jours.

Nous n'avons pas eu assez de ressources pour pouvoir opérer tous les patients recensés (environ 350)", a indiqué Dr Michel Kodom, prési-

à la disposition du service de chirurgie pour la prise en charge de 4 goitres et 6 fibromes.

Par ailleurs, une série de formations continues a été initiée à l'intention du personnel médical (prise en charge de plaie opératoire, asepsie en milieu hospitalier...) dans les différentes formations sanitaires.

Rappelons que l'Ong "Aimes-Afrique" a été créée le 19 janvier 2005 à Lomé. Basée dans la capitale togolaise, cette Ong est composée de médecins bénévoles, des spécialistes et des chirurgiens qui apportent des services hospitaliers gratuits et l'éducation de la santé aux villages les plus reculés à travers l'Afrique.

Première Ong africaine spécialisée dans les activités médico-chirurgicales humanitaires, "Aimes-Afrique" a déjà à son actif plusieurs acquis : 300 missions médico-chirurgicales humanitaires, 10.000 interventions chirurgicales, 300.000 consultations et 300 médecins généralistes et spécialistes volontaires engagés.



Récapissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 99 52 05 15

Email : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Rédaction :

Jacques Komi SOLETE

Crédo TETTEH

Ekoué SATCHIVI

Dodo ABALO

Dezzy HUTCHNER

Infographie : JPB

Impression : LA COLOMBE,

Agbalépédo-LOME Tél : 9004 1366

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution : Léo AYIVI (90 19 70 25)

SOCIAL-TRAVAILLEURS

De l'urgence d'un recadrage des actions de la Synergie des travailleurs du Togo

LE DIMANCHE 20 janvier 2013, l'Assemblée Nationale a adopté le nouveau statut de la fonction publique suite à une forte pression des travailleurs sur le gouvernement. Suite donc à ce vote, les responsables des centrales syndicales ont levé le mot d'ordre de grève dans l'administration publique pour le 21 et 22 janvier.



Dr Tsolégnanu Gilbert, porte-parole STT

Dans la foulée, une structure dénommée "Synergie des Travailleurs du Togo" (STT) qui se réclamait proche de la "base", a été mise en place par certains syndicats. Ces derniers prétendaient que le nouveau statut comportait encore beaucoup de "zones d'ombres". Raison pour laquelle, ils avaient, selon eux, rejeté les résultats présentés par les secrétaires généraux des centrales syndicales, car expliquaient-ils par la voix de Dr Atchi Walla, la valeur indicielle est immobile, la grille salariale n'a pas été annoncée comme document de travail, permettant de situer les députés avant le vote de ce statut.

La loi du 20 janvier 2013, une avancée significative

Même si aujourd'hui, certaines langues tentent de trouver des insuffisances au nouveau statut de la fonction publique obtenu par les pressions des centrales syndicales et aussi par une volonté du gouvernement de trouver des solutions à petit feu aux revendications légitimes des travailleurs, dans la mesure du possible, il sied de relever sans parti pris que l'adoption de la loi portant statut de la fonction publique est une avancée significative devant permettre une amélioration progressive des conditions de vie des travailleurs.

Le bras tendu du Gouvernement

Après donc l'adoption de la nouvelle loi et suite à l'expression d'une insatisfaction d'une partie des travailleurs à la base de la création de la STT, il nous en souvient que le Gouvernement avait initié une série de différents rencontres appelant les centrales syndicales au dialogue. Dans la même dynamique, le Premier ministre a rencontré les membres de la STT le 22 janvier 2013 et les deux parties ont discuté. Une rencontre au cours de laquelle, selon nos sources, les responsables de la Synergie avaient remercié le gouvernement pour sa disponibilité à œuvrer pour le règlement des problèmes liés au monde du travail. L'occasion également pour le Chef du gouvernement de rassurer la délégation tout en leur promettant son appui pour trouver une solution durable dès son retour de la

tournée européenne. Une solution surtout au problème interne des centrales comme l'a souligné la délégation de la STT du jour.

Quelques jours plus tard, le Chef du gouvernement a rencontré effectivement les centrales syndicales du Togo avec en leur sein des membres de la STT qui après discussions ont



Les élèves dans les rues de la capitale le 11 avril dernier

accepté que les centrales prennent à leur compte leurs revendications pour les discussions avec le gouvernement.

Quelle ne fut donc la surprise du gouvernement de constater qu'à la sortie des discussions, la STT dans une déclaration appelait encore à la grève des travailleurs alors même que les centrales sont en discussions avec le gouvernement. Bien plus la Synergie après sa discussion et sa promesse au gouvernement de suspendre le mot d'ordre de grève a maintenu à la surprise des intelligences à travers une déclaration en date du 03 avril, la grève des 4 et 5 avril 2013.

Une disponibilité de discussion toujours de la part du gouvernement

De nos recoupements, le Gouvernement marque toujours sa disponibilité au dialogue tout en réaffirmant ainsi sa main tendue aux centrales syndicales du Togo. Ces dernières ont déjà soumis au gouvernement une grille indiciaire qui est en ce moment même à l'étude. Pour ce qui est de la STT, le gouvernement affirme ne s'être jamais opposé à des discussions avec elle. En témoignent d'ailleurs les précédentes rencontres entre le gouvernement et la STT.

Que dire de la stratégie de revendication de la STT ?

Dans sa stratégie de lutte pour obtenir des points restés en suspens dans le statut général de la fonction publique, la STT a privilégié l'option de grève à répétition et surtout de paralysie totale des activités des travailleurs. Cette jeune structure syndicale use ainsi du "droit de grève" reconnu par la loi mais semble oublier que son exercice est réglementé.

S'il est clairement établi que les syndicats dans leur rôle premier veulent de meilleures conditions de vie aux travailleurs en général, il revient également de noter que les luttes syndicales ne devraient pas prêter le flanc à des allures politiciennes.

En faisant des revendications, on devrait être à même de se poser la question de savoir réellement si ce que nous demandons à qui de droit, si ce dernier a véritablement les moyens, dans le feu de l'action, de les accepter et bien plus de les respecter ? En se

posant cette question, l'on verrait la réalité en face avant de formuler les revendications. Pour ne pas tomber dans le piège des politiques qui ne cessent de formuler des conditions rien que pour le faire et se donner une certaine forme d'intransigeance et de défense des intérêts du peuple. Adopter cette stratégie politicienne qui consiste à poser des équations dif-



Les élèves dans les rues de la capitale le 11 avril dernier

ficiles à résoudre dans l'immédiat sans se faire hara kiri, c'est prêter le flanc aux politiques dont les moyens de lutte sont limités et toujours les mêmes.

La STT devra donc se poser réellement la question de savoir si le gouvernement a aujourd'hui les moyens nécessaires pour satisfaire sa plate forme soumise vu les moyens limités de notre pays ?

S'il est certain qu'aucun gouvernement ne saurait se réjouir des conditions difficiles de vie des travailleurs, il est aussi indiqué de reconnaître dans le cas d'espèce du Togo que le gouvernement voudrait, selon nos informations, dans sa démarche, associer les syndicats de fonctionnaires pour parvenir à un accord global sur le contenu des décrets d'application du nouveau statut de la fonction publique.

Ce qui semble légitime d'autant que les questions de salaires, de primes ou de modalités de départ à la retraite concernent tous les agents de l'Etat. Et ceci n'est pas seulement ou exclusivement l'affaire de la Synergie. Les centrales syndicales demeurent plus représentatives et la STT ne saurait demander à discuter directement avec le gouvernement sans la présence des centrales syndicales. Le gouvernement n'a non plus intérêt à fermer les yeux sur les revendications des travailleurs dans la mesure du possible.

Les moyens d'expression de grève, un piège parfois

Etant tous d'avis que le monde des travailleurs doit bénéficier de meilleures conditions de vie, et que l'expression par la grève est un outil de lutte syndicale, il est très important de savoir utiliser les armes à disposition afin que les effets ne se retournent contre soi. En lançant leur dernier mot d'ordre de grève, les responsables de la Synergie ont annoncé la paralysie des secteurs d'activités de l'éducation et de la santé.

Parlant justement de la santé, ils sont allés trop loin en empêchant les populations togolaises, les familles explorées de satisfaire aux funérailles comme cela se doit et a été toujours de mise. Ils ont donc empêché les familles explorées de retirer les dépouilles mortelles le temps de leur

mot d'ordre de grève. En quoi donc les morts sont concernés par la grève et le nouveau statut de la fonction publique ? En prenant en otage les cadavres, la STT pensait ainsi gagner la confiance de leurs syndiqués et des populations togolaises ? Devrons-nous considérer cette manière d'agir et de réagir comme une prouesse ou l'expression d'un sadisme et même du non respect



Le ministre Adjéda de la fonction publique

aux morts ?

Les responsables de la STT sont encore allés plus loin en paralysant les activités des centres hospitaliers à la grande souffrance des malades qui ne demandent qu'à être soignés et trouver guérison. Nous nous posons la question de savoir si en procédant ainsi, la STT et surtout les médecins qui y sont, n'ont pas oublié un tant soit peu leur serment d'Hippocrate ?

Pour reprendre l'ancien ministre de la santé, le Docteur IHOU, "Loin d'occulter la légitimité de vos revendications salariales et de vos conditions déplorables de travail", nous vous invitons à plus de réalisme et à plus de responsabilité dans la gestion des grèves. C'est aussi cela être de bons syndicalistes soucieux des intérêts de leur corporation et surtout des citoyens qu'ils sont appelés à servir.

Il revient également à la STT de ne pas associer les élèves à leur mouvement. Les faire descendre dans la rue n'est pas la solution. La solution se trouve plutôt dans les actions responsables et surtout dans les approches, dans les manières.

Un appel au corps enseignant

A l'attention de nos frères enseignants, votre lutte pour une meilleure condition de travail est à prendre au sérieux. Toutefois, pensez également à l'avenir de vos élèves, de vos enfants qui n'en sont pour rien et que malheureusement vous privez de cours, vous privez à loisir de connaissances, de savoir. Pensez-vous que la rue leur réserve une meilleure éducation que celle que vous vous évertuez à leur inculquer dans les salles de classes ? De grâce, revendiquez, revendiquez de meilleures conditions de vie et de travail mais ne pénalisez pas les enfants, les élèves. Ne faites pas d'eux des manipulés. Ils sont encore naïfs, nous le savons. Mais n'en abusez pas. Ils ne demandent que leurs cours. Dans des salles de classes et non dans les rues. Votre œuvre serait plus utile et salutaire.

Un appel donc à l'apaisement. De l'urgence d'un recadrage des actions de la Synergie des Travailleurs du Togo. Pour éviter un populisme béat à court terme.

Crédo TETTEH

Zozo

CST-COALITION-RECENSEMENT

Le Collectif "Sauvons le Togo" (CST) et la Coalition "Arc-en-ciel" ont appelé jeudi après-midi lors d'une conférence de presse, les populations à sortir pour le recensement électoral qui démarre dans la zone II. Cette opération doit s'achever le 21 avril prochain. Elle s'est déjà déroulée du 15 au 31 mars dans la zone I.

Le CST et la Coalition demandent aux populations de la zone II notamment, Lomé commune et Golfe, celles des préfectures de Zio, des Lacs, de Vo, de Yoto, du Bas-Mono, du Moyen Mono, de Haho, de l'Avé, d'Agou, de Kloto, de Kpélé, de Danyi, de l'Akébou, de l'Amou et de Wawa, à se faire recenser dans les centres de vote en demeurant vigilantes pour dénoncer, les cas d'enrôlement des mineurs, des étrangers, les inscriptions multiples, le refus délibéré d'inscriptions d'électeurs jugés proches de l'opposition, etc."

Par ailleurs, le CST et la Coalition ont exprimé "leurs préoccupations sur la durée de l'opération, les moyens logistiques et humains déployés, qui sont en inadéquation avec la densité de la population et le nombre des centres de vote dans la zone II".

Ces deux regroupements exigent que la durée du recensement dans la zone II soit portée au moins à 21 jours, car la deuxième zone représente 57% de la population contre 43% pour la zone I.

ELEVES MANIFESTATIONS

Des élèves encore dans les rues de Lomé et d'autres villes de l'intérieur: Un mort à Dapaong, le ministre de l'eau agressé et blessé à Barkouassi.

Des élèves sont encore descendus lundi dans les rues de Lomé et dans certaines rues de l'intérieur du pays pour réclamer la reprise des "cours", a constaté un journaliste de l'Agence Savoir News. Partis d'Adidogomé, ces élèves sillonnaient en milieu de matinée, quelques rues de la capitale. Ils étaient bien encadrés par des forces de l'ordre.

A Dapaong (environ 650 km au nord de Lomé), Atakpamé (environ 175 km au nord de Lomé) et à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé) des élèves étaient également dans les rues.

A Dapaong, un élève de la classe de 6ème a été tué, la Marie et le commissariat saccagés.

A Barkouassi - dans la préfecture de l'Oti - le ministre de l'eau, de l'Assainissement et de l'Hydraulique Villageoise, Bissoune Nabagou a été agressé et blessé au front.

A Atakpamé, des élèves ont aussi sillonné plusieurs artères de la ville, avant de chuter à la Préfecture où ils ont été reçus par le Préfet. Certains ont tenté de déloger leurs camarades des écoles privées. Ils ont également dressé des barricades sur des rues, perturbant la circulation. Aucun incident n'a été signalé.

Dans d'autres localités, pas de manifestations de rues, les élèves sont retournés tranquillement chez eux. C'est le cas des élèves à Danyi et Kpélé (environ 190 km au nord de Lomé).

LE DÉPUTÉ NICODÈME HABIA AU SUJET DU RECENSEMENT ET ...



..Honnêtement, dans les préparatifs des élections dans tous les pays, cela n'a jamais été 100% correctes, mais je peux dire que contrairement aux années passées, cette fois-ci, le recensement dans la zone I au Togo est au moins à 90% correct et, tout s'est bien passé.

Nous avons des gens qui se sont déplacés dans le nord du pays pour travailler avec ceux qui sont là-bas, et aujourd'hui, nos éléments du nord sont aussi revenus dans la zone I pour faire ce recensement avec ceux du sud. Pour cette fois-ci, honnêtement, il y a plus de transparence dans le processus de recensement dans la zone I.

Sincèrement, moi j'aime dire les choses telles qu'elles sont. J'ai fait mes investigations quand bien-même. M. Kpakpaki a cité le nom de Adédjé et un enseignant qui est à Noépé, membre de UNIR, je vous dis que, M. Adédjé Kodjo n'est pas impliqué dans cette affaire de kit. Nous connaissons M. Adédjé...

Libre opinion

Drs WALLA et TSOLENYANU, ne pénalisez pas les morts !

MES CHERS CONFRÈRES,
Dans tous les pays du monde, lorsqu'il y a grève du corps médical, il y a obligation, pour le personnel soignant, d'assurer un service minimum, et le service de la morgue fait partie de ce service minimum. Si les cadavres sont disséminés dans les maisons pendant des jours, nous risquons d'être confrontés à des épidémies, même de maladies longtemps disparues, comme la peste.

Loin d'occulter la légitimité de vos revendications salariales et de vos conditions déplorables de travail, je vous invite à plus de réalisme et à plus de responsabilité dans la gestion des grèves, pour que la grève ne soit pas banalisée, comme



Dr IHO David

le sont les marches et les sit-in. En effet, le gouvernement ne doit pas payer les jours de grève, qui sont pris en charge, en principe, par les syndicats ayant lancé le mot d'ordre de grève et c'est comme cela que ça se passe dans tous les pays démocratiques du monde.

En trois jours de grève, un salarié perd 10% de son salaire (3 jours, font 10% de 30 jours) et vous ne pouvez les mobiliser sur une longue période. Ne me parlez pas de grève générale illimitée, car nous en avons déjà fait l'amère expérience. Et aujourd'hui, au Togo, personne ne tiendra une grève générale de trois mois !

Mais, le plus grave, est cet amoncellement de cadavres dans les maisons, et en cas d'épidémies, nous, même du corps médical, ne pourrions jamais être épargnés, ni venir à bout, seuls de cette catastrophe nationale !...

Je voudrais vous rappeler que, même avec nos salaires minables, notre sort vaut mieux que celui d'un mort ! Ne pénalisez donc pas les

cadavres, car ils ont eux achevé leur combat et il faut qu'ils reposent en paix, après avoir souffert sur la terre de nos aïeux...

Si vous échouez dans votre dialogue avec le pouvoir, ce ne sont pas "les champignons" qui pousseront derrière vous, mais des herbes sauvages, et ce sera une tragédie pour notre pays...

Avec mes sentiments confraternels

A : * Dr Gilbert TSOLENYANU

Dr IHO David,
Coordonateur Adjoint et
Porte parole de la STT ;
* Dr Atchi WALLA
Coordonateur Adjoint
de la STT et Secrétaire
Général du SYNPHOT

KPALIME-ELECTIONS-RECENSEMENT
Le recensement dans la zone II, en vue des prochaines élections législatives et locales, a effectivement démarré ce vendredi dans la Préfecture de Kloto (environ 120 km au nord de Lomé) avec quelques problèmes sur le terrain. Vendredi matin, les Opérateurs de Saisie (OPS) et les membres du Comité liste et cartes (CLC) étaient tous présents dans les centres de recensement et de vote (CRV). Tout le matériel (kit d'enrôlement biométrique, carburant, fiches d'identifications des électeurs, groupes électrogènes, etc..) a été déployé la veille. Les futures électeurs remplissent quelques formalités avant l'obtention de leurs cartes: présentation d'une pièce justificative à défaut deux témoins inscrits dans le même CRV ou témoin du chef traditionnel, inscription sur la fiche d'identification et sur la carte d'électeur, prise de vue, signature du président du comité liste et carte, émargement de l'électeur et enfin la délivrance de la carte d'électeur. Mais dans certains CRV, de petits problèmes ont été signalés. Au centre ville à Kpalimé ce samedi, l'affluence est forte dans certains CRV, mais les mêmes pannes d'imprimante ont ralenti l'opération.

ELECTIONS-FOSEL/SECURITE

Une "Force Sécurité Elections" (FOSEL/2013) a été mise en place par le gouvernement en vue de sécuriser les prochaines élections législatives et locales. C'est l'une des décisions prise en Conseil des ministres tenu ce mercredi sous la présidence du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé.

Composée de 6.500 gendarmes, policiers et gardiens de préfectures, la FOSEL est chargée d'assurer la sécurité de tout le processus électoral. Cette Force est dirigée par le directeur de la police nationale, le Commissaire divisionnaire Têko Mawuli Koffi Koudouovoh.

Le Togo est habitué depuis quelques années à mettre en place, une Force de sécurité pour sécuriser les élections. Rappelons qu'aucune date n'a encore été fixée pour la tenue des prochaines élections.

Le recensement électoral va se dérouler dans la zone II du 12 au 21 avril. Cette opération a pris fin depuis le 31 mars dans la zone I où environ 1,2 millions de togolais en âge de voter ont été enregistrés sur la liste "électorale provisoire".

PAS DE TÉLESCOPAGE AVEC LE RECENSEMENT

En raison du recensement électoral qui débute aujourd'hui en Zone 2, les manifestations prévues dimanche pour marquer le premier anniversaire de la création du parti UNIR (majorité présidentielle) sont reportées, a annoncé vendredi Georges Aidam, le 1er vice-président. Un report destiné à ne pas gêner les opérations d'enregistrement. Cette formation, qui a succédé au RPT, avait été officiellement lancée le 14 avril 2012 à Atakpamé. Le Togo doit organiser dans les semaines qui viennent des élections législatives et locales.

1er anniversaire du parti UNIR:**Responsables et militants de ce parti dans des Eglises ce dimanche pour "rendre grâce à Dieu"****Unir, un an déjà !**

Les offices religieux se sont déroulés dimanche dernier au Temple protestant d'Apégamé et à la grande cathédrale de Lomé à l'occasion du premier anniversaire de création du parti UNIR (Union Pour la République).

Des célébrations qui ont connu la participation de plusieurs responsables du parti, dont le premier vice-président, Georges Aidam, et de nombreux militants et sympathisants.

A Apégamé, c'est le pasteur Adika qui a célébré la messe. Dans la cathédrale, le pasteur a prié pour le parti UNIR et pour les autres partis du Togo. " Nous prions pour ce parti et les autres partis du pays qu'ils soient unis pour la bonne cause et que la dignité humaine soit au centre de la préoccupation de tous et que les élections à venir se passent dans la transparence ", a souhaité le célébrant.



L'assistance lors de la messe anniversaire

Même ambiance constatée à la cathédrale de Lomé où le prêtre J. Michel Attisso (vicaire de la paroisse) a souhaité un joyeux anniversaire au parti et a imploré la bénédiction de Dieu sur ses premiers responsables. Pour le premier vice-président, George Aidam, " ce premier anniversaire a commencé le vendredi dernier par une prière musulmane à la grande mosquée de

Lomé.

Créé le 14 avril 2012 à Atakpamé après la dissolution quelques heures plutôt du RPT, parti au pouvoir, à Blitta, UNIR a depuis un an travaillé pour son implantation et s'apprête à aller aux élections législatives. C'est un parti qui a pour leitmotiv l'amour et œuvre en ce sens pour que tous les Togolais s'unissent dans le corps et dans l'esprit.

Georges Aidam, 1er Vice-Pdt UNIR
Dodo ABALO**Recensement dans la zone 2:****PRÉSIDENTE DE LA CENI : "Les choses se passent globalement bien"**

LE RECENSEMENT électoral, en vue des prochaines élections législatives et locales a démarré vendredi dans la zone II.

Mme Angèle Dola Aguigah, la présidente de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), accompagnée de quelques membres de l'Institution, ont fait le tour de quelques Centres de Recensement et de Vote (CRV).

Selon cette dernière, "les choses se passent globalement bien". Les kits sont déployés dans toute la commune de Lomé et du Golfe et les Opérateurs de Saisie (OPS) étaient également à leur poste.

"Nous pouvons témoigner qu'à 90%, ces OPS sont beaucoup plus



L'opération de recensement dans un centre à kpalimé

rapides par rapport à ce qu'on a observé dans la zone I", a affirmé Mme Aguigah.

"Dans la journée, tout sera déployé sur le terrain. Nous avons aussi des informations des autres

localités selon lesquelles les choses se passent bien", a-t-elle ajouté.

La zone II compte 21 préfectures organisées en 18 Commissions Electorales Locales Indépendantes (CELI) contre 17 pour la zone I.

Quelque 4.833 agents électoraux (Opérateurs de Saisie, des agents techniques, des logisticiens etc...) sont déployés sur le terrain et environ 2.060 kits dans les CRV.

Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux

Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de passation des marchés : L'unité de gestion du projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres et autres acteurs à l'école des procédures de la Banque Mondiale

L'ATELIER de renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de passation et de contrôle des marchés publics a ouvert ses travaux le lundi 8 Avril à l'hôtel le Berceau à Notsè à 91 kilomètres de Lomé.

Organisé par la Banque Mondiale en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, cet atelier a regroupé 25 acteurs de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP), des commissions de contrôle et des passations des marchés publics du ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, de la commission spéciale de passation des marchés du Projet Gestion Intégrée des catastrophes et des terres (PGICT) et des acteurs spécialisés des marchés des projets financés par la Banque Mondiale tels que le Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé (PADSP), le Projet de Développement Communautaire (PDC) et le Projet de Renforcement des Capacités en suivi- Evaluation au Togo (PRCSET).

L'objectif poursuivi par les organi-

sateurs est de renforcer les capacités des acteurs pour qu'ils aient une compréhension commune des procédures nationales et celles de la Banque en matière de passation de marchés en vue d'accroître le taux d'exécution des projets.

Cette formation témoigne de la nécessité de créer une synergie entre les projets d'une part, et d'autres part entre les spécialistes de passation de marchés dans le montage des dossiers d'appels d'offres, a souligné M. Amidou MOROU, Coordonnateur du projet PGICT.

Le formateur et spécialiste en passation de marchés publics de la Banque Mondiale, M. Itchi AYINDO s'est réjoui, de la mise en place du cadre institutionnel et réglementaire du système des passations des marchés au Togo. Un système efficient, transparent et qui prône la libre concurrence gage d'un développement économique.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, le Secrétaire Général du MERF M. ESSIOMLE Kossivi a salué la tenue de cette formation qui va contribuer à faire avancer les dos-



Photode famille des participants à cet atelier

siers de passation des marchés publics des projets du ministère, car le système de passation des marchés fait partie selon lui des différentes réformes mises en place par le gouvernement et ses partenaires en l'occurrence la Banque Mondiale pour assainir les finances publiques. C'est au nom de Madame la Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières que le Secrétaire Général a remercié la Banque Mondiale pour toutes les sollicitudes et les mesures d'accompagnement dont bénéficie l'unité de gestion du projet PGICT

A travers cette formation, le ministère souhaite accélérer l'exécution des projets de l'environnement et de développement durable et encourager le soutien mutuel entre département, a conclu M. ESSIOMLE.

Durant une semaine, les participants recevront, la formation sur douze modules entre autres, la planification en passation de marchés, les directives des fournitures et des travaux, les directives de sélection et emploi de consultants et les travaux pratiques, etc.

Azonto

Zozo

DIASPORA-DEVELOPPEMENT



Les initiateurs de la GSD

La Grande Semaine de la Diaspora Togolaise (GSD), initiative de la "Togolese Foundation", a été officiellement lancée le jeudi dernier à Lomé.

La Grande Semaine de la Diaspora Togolaise prévue du 22 au 28 juillet, a pour objectif de fédérer les actions de la diaspora togolaise, afin de contribuer au développement du Togo. Elle se veut une plate-forme d'échange d'expériences, de rencontre d'opportunités intra et extra sectorielles entre les Togolais de la diaspora et ceux restés au pays.

Au cours de ce grand rendez-vous de la diaspora, plusieurs activités sont prévues : des forums d'échanges, des ateliers de formation sur l'éducation, la santé, la technologie, des activités culturelles, etc.

Aujourd'hui, la diaspora togolaise est l'une des pièces maîtresses de l'économie du Togo. Selon les chiffres, environ 2 millions de Togolais vivent hors du territoire national. Les 2/3 vivent en Afrique et les 1/3 des fonds transférés vers le Togo proviennent de l'Occident.

Les études de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), révèlent une forte progression des transferts de 2000 à 2010. Les fonds transférés par la diaspora sont passés en 10 ans de 1% à 10% du PIB.

Les montants des transferts ont été multipliés par près de 14 avec un taux de croissance annuel moyen de 30%, passant de 11,2 à 154 milliards de FCFA, soit un cumul sur 11 ans de 1.009,2 milliards de FCFA. Une analyse comparative des transferts de fonds et de l'aide publique au développement fait ressortir que les sommes envoyées chaque année par la diaspora togolaise représentent trois à quatre fois, l'aide publique au développement, accordé au Togo par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

COMPASSION/INTERNATIONALE

Quinze Eglises réunies au sein du "Cluster BERAKA", ont lancé jeudi dernier à Lomé, une grande campagne de dépistage volontaire gratuit contre le VIH/Sida. Le projet est soutenu par l'Ong "Compassion Togo" à hauteur de 89 millions de F. CFA.

C'est l'Eglise des Assemblées de Dieu de Dzifa Kpota qui a servi de cadre à cette cérémonie. Ce projet vise à permettre à 3.011 enfants inscrits, de connaître leur statut sérologique, afin de réduire l'incidence du VIH/SIDA et leur assurer une protection contre la maladie à travers des formations et des campagnes de sensibilisation. Cette campagne de dépistage suivie de sensibilisation qui va durer jusqu'au mois de mai, est aussi une opportunité pour réduire la stigmatisation liée au VIH.

"La sensibilisation sera axée sur des causeries-débats, des conférences publiques, et des sketches d'illustration en vue d'amener nos communautés à déverrouiller les nombreux tabous relatifs à la maladie et d'éviter les comportements à risque", a indiqué Ben Akué, Pasteur de l'Eglise Méthodiste.

Gazoduc fermé après une chute de pression: Les travaux de réparation des installations prendront fin le 30 avril, selon Mme Harriet Wereko-Brobby

LES TRAVAUX de réparation des installations du Gazoduc de l'Afrique de l'ouest, prendront fin le 30 avril prochain, afin de permettre à la société "West African Gas Pipeline Company" (WAPCo) de reprendre ses activités, a indiqué Mme Harriet Wereko-Brobby, la Directrice générale des affaires d'entreprise de ladite société.

Cette dernière était face aux professionnels des médias mardi dernier à Lomé, lors d'un déjeuner de presse dans un grand hôtel de la capitale. Mme Nuna Senaya, responsable chargée de la communication à la société WAPCo, était également présente.

La société WAPCo est une société à responsabilité limitée qui est à la fois propriétaire et exploitant du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest. La Société a son siège à Accra, au Ghana, avec un bureau à Badagry, au Nigeria, et des bureaux locaux à Cotonou au Bénin, Lomé au Togo et Tema et Takoradi au Ghana.

Sa vocation principale est le transport du gaz naturel depuis le Nigeria vers des clients basés au Bénin, au Togo et au Ghana, d'une manière sûre, responsable et fiable, et à des prix compétitifs par rapport aux autres combustibles.



Mme harriet Wereko-Brobby, directrice générale des affaires d'entreprise de WAPCo

Depuis août 2012, la société WAPCo a fermé son gazoduc après une chute de pression subie au niveau du tronçon de Lomé. Le dommage avait été créé en hauteur, et plus précisément sur les côtes togolaises, par un navire lors d'une opération visant à mettre la main sur des pirates.

"Les travaux de réparation des installations ont démarré depuis plusieurs mois et prendront fin le 30 avril. Vous savez tous que le gaz transporté est destiné à la production de l'électricité, utilisée aussi bien par les industries que par les ménages. Donc ce gaz revêt une importance

très capitale pour les populations", a indiqué Mme Harriet Wereko-Brobby.

Elle a surtout mis l'accent sur les stratégies élaborées en vue de sécuriser les installations du gaz. Mme Harriet Wereko-Brobby a énuméré pêle-mêle plusieurs actions entreprises notamment des contrats signés avec les autorités des forces navales des différents pays, des échanges directs avec des pêcheurs, afin de les sensibiliser. "Par ailleurs, toutes les cartes maritimes comportent aujourd'hui le tracé du gazoduc", a-t-elle précisé.

Des propositions ont été égale-

ment faites par des journalistes, en vue d'un partenariat gagnant/gagnant entre la société WAPCo et des médias togolais. Les idées avancées ont été bien accueillies par Mme Harriet Wereko-Brobby qui a promis les soumettre à ses supérieurs hiérarchiques.

La société WAPCo a décidé depuis quelques mois, d'impliquer les journalistes, afin qu'ils puissent bien cerner tous les contours du projet gazoduc, ce qui leur permettra de servir la bonne information aux populations. Déjà en septembre dernier, une quarantaine de journalistes du secteur privé - membres de l'Union des Journalistes Indépendant du Togo (UJIT) - ont participé à Lomé à une formation sur ladite société sous le thème : "L'industrie de gaz en Afrique de l'Ouest".

Rappelons que la société WAPCo est un consortium regroupant des entreprises des secteurs publics et privés du Nigeria, du Bénin, du Togo et du Ghana.

Le réseau du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest est capable de transporter 474 millions de pieds cube standards de gaz par jour, avec une capacité contractuelle initiale de 132 millions de pieds cube standards par jour.

Impact Mobilier **www.acheterauport.com**
www.acheterauport.com
+228 92060921 / +228 90807585
Véhicules d'occasion nickels sur notre site: **www.acheterauport.com**
Achat et location de véhicules d'occasion- Représentation commerciale

Reclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 23 Avril 2013

ELEVES-MANIFESTATION-

Les secteurs de l'éducation et de la santé ont été fortement touchés par cette grève: les activités paralysées dans les centres de santé et dans les écoles et lycées.

Selon le gouvernement, des "actes de violences, de vandalisme et de voies de fait" ont été enregistrés lors de ces manifestations. Des élèves manifestants ont tenté de "déloger leurs camarades" des établissements privés, laïcs et confessionnels.

"Au cours Lumière, ils ont réussi à pénétrer dans l'établissement, fracasser les tables, bancs et briser des vitres des fenêtres. Au Collège Saint Joseph, ils ont escaladé les murs et lancé des projectiles, brisant plusieurs vitres et des fenêtres. Au Collège Protestant et à l'Ecole Alpha, leurs tentatives de déloger leurs camarades sont restées vaines. Au Collège Notre Dame des Apôtres, des manifestants ont pu pénétrer dans l'établissement avant la fermeture de la grille", souligne un communiqué du gouvernement.

Le gouvernement exhorte les élèves à la "retenue" et demande à leurs parents de "tout mettre en œuvre pour les dissuader de prendre part à ces manifestations de rues qui comportent beaucoup de risques".

De son côté, le ministre de la sécurité le Colonel Yark Damehane invite les parents d'élèves à prendre "toutes leurs responsabilités individuelles et collectives, afin que les manifestations des élèves sur les voies publiques cessent immédiatement, faute de quoi, celles-ci serviront de prétextes à des groupes organisés et prêts à se saisir de la situation, pour porter dangereusement atteinte à l'ordre".

ENCORE 18 VÉHICULES DU GOUVERNEMENT À LA CENI, SOIT AU TOTAL 45 POUR PLUS DE 914 MILLIONS DE F.CFA

Le gouvernement a encore fait don le samedi 13 avril 2013, de 18 véhicules tout terrain à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) pour un montant total 393,5 millions de F.CFA. Ces véhicules sont destinés aux 18 Commissions Electorales Locales Indépendantes (CELI) regroupées dans la deuxième zone où se déroule depuis vendredi dernier, le recensement électoral en vue des prochaines élections législatives et locales. C'est le directeur général du Garage central, le Lieutenant-colonel, Kodjo Guitcha Ado Tchacorom qui a remis les clés de ces véhicules à la présidente de la CENI Mme Angèle Dola Aguihah. Au total, 45 véhicules ont été offerts par le gouvernement à la Commission électorale pour un montant de plus de 914 millions de F.CFA, afin de l'accompagner dans l'organisation et la supervision des prochaines élections législatives et locales. Pour l'instant, aucune date n'a encore été fixée pour la tenue de ces scrutins. Le recensement électoral prendra officiellement fin dans la deuxième zone le 21 avril. Cette opération s'est achevée dans la première zone depuis le 31 mars. Environ 1,2 millions de togolais en âge de voter ont été enregistrés sur la liste "électorale provisoire".

Réduction du chômage des jeunes et des femmes:**Le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) officiellement lancé vendredi à Kara (nord) par Mme Victoire Tomégah-Dogbé**

LE PROGRAMME d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) a été lancé le vendredi 12 avril à Kara (environ 420 Km au nord du Togo) au cours d'une cérémonie présidée par la ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, Mme Victoire Tomégah Dogbé en présence du président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Christian Adovelandé et de la ministre de la Promotion de la Femme Mme Patricia Dagban-Zonvidé.

Initié par le ministère du Développement à la Base à travers l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), ce programme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Accélérée de Croissance et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) en son pilier 5 qui est la promotion d'un développement participatif équilibré et durable. Financé à hauteur de 7,1 milliards de F.CFA dont 6 milliards de F.CFA par la BOAD et plus d'un milliard par l'Etat togolais et les bénéficiaires, ce programme sera exécuté sur une période de cinq ans. Le PRADEB est destiné à l'encadrement d'environ 500 groupements d'intérêts économiques en leur facilitant l'accès aux micros crédits et à l'installation de 200 plates formes multifonctionnelles et à la création de 400 micros et petites entreprises au profit des jeunes diplômés et artisans pou-



Mme Victoire Tomégah-Dogbé lançant officiellement le projet PRADEB

vant générer 12.000 emplois indirects.

Le programme entend également contribuer à la réduction de la pauvreté à travers l'appui au développement à la base et à la promotion de l'emploi des jeunes, à consolider les bases institutionnelles, à professionnaliser les groupements d'intérêts économiques et à faciliter l'accès des populations rurales à des services énergétiques modernes et aussi à réduire le chômage des jeunes. La ministre du développement à la base a indiqué que le PRADEB est l'aboutissement des expériences pilotes réussies, notamment la mise en œuvre du programme des plates formes multifonctionnelles au profit de 100.000 bénéficiaires directs et indirects ainsi que du projet de Soutien aux activités économiques des groupements ayant permis d'octroyer environ 5 milliards

de micro crédits à plus de 50.000 membres de femmes.

Mme Tomégah-Dogbé a précisé que le PRADEB se situe dans le prolongement des actions déjà engagées pour appuyer l'insertion socio professionnelle de plus de 2000 jeunes à travers des formations en techniques de gestion et un appui en équipement. Elle a réitéré la gratitude du gouvernement et du chef de l'Etat à la BOAD qui a apporté cet appui à l'Etat Togolais à un taux préférentiel de 2,2% sur une période de 27 ans dont 5 ans de différé. Elle a rappelé que toutes ces nouvelles actions visent à réduire le taux de chômage des jeunes qui tourne autour de 8% selon les statistiques de 2012 alors que le taux global de sous emploi avoisinerait les 30%. Le président de la BOAD a de son côté, salué ce programme qui vise à réduire le chômage des jeunes et des

femmes dans le pays et invité les bénéficiaires à en faire bon usage afin de bien rembourser les crédits qui leur seront octroyés. Le préfet de la Kozah, Colonel Bakali Hènou Badibawu a salué le choix de la Kozah pour le lancement de ce programme et a remercié la BOAD pour son accompagnement pour le développement du Togo.

Cette cérémonie a commencé par une visite de la plate forme multifonctionnelle de Bèbèda dans le canton d'Atchangbadè par la ministre, les autres membres du gouvernement et les partenaires techniques et financiers. Pour le coordonnateur dudit programme, Agbo Kossivi Yves, le PRADEB est un programme ambitieux du ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

Il a souligné que ce programme entend également encadrer les groupements d'intérêts économiques et les populations des localités ayant une population comprise entre 500 et 2000 habitants qui ne sont pas susceptibles d'être raccordés au réseau électriques conventionnel avant une période de dix ans ainsi que les jeunes diplômés âgés de 18 à 48 ans.

Mme Khardiata Lo Ndiaye, Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo et ses collègues du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et de la FAO ont assisté à cette cérémonie.

ECONOMIE: L'ambassadeur d'Allemagne sur le chantier de l'usine de clinker de SCANTOGO Mines à Tabligbo, environ 20% des travaux exécutés

OFFICIELLEMENT lancés le 25 avril 2012 par le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé, les travaux de construction de l'usine d'exploitation de calcaire et de production du clinker de la société SCANTOGO Mines à Tabligbo (environ 90 km au nord de Lomé) avancent à grands pas. Joseph Weiss, l'ambassadeur d'Allemagne au Togo, a effectué vendredi 12 avril dernier, une visite sur le chantier, afin de toucher du doigt les potentialités de ladite Usine.

La société "SCANTOGO Mines" est l'une des filiales du Groupe Allemand "HeidelbergCement", n°1 mondial en agrégats et n°3 en production de ciment.

La société "CIMTOGO" appartient également à ce Groupe présent dans huit pays africains: Bénin, RD Congo, Gabon, Ghana, Liberia, Sierra Leone, Tanzanie et le Togo.

La construction de l'usine de Tabligbo - implantée dans le Canton de Sika Kondji - est confiée à la société chinoise Chengdu Design Institute CDI et les travaux doivent durer 1.005 jours.

Avant la visite du site, l'ambassadeur d'Allemagne a écouté un bref exposé des travaux exécutés et des objectifs que s'est fixée la société SCANTOGO Mines. Le document a été présenté par Philippe Haegeman, le Directeur des travaux

de la société SCANTOGO Mines.

Etaient également présents: Gado Komlan Toudéka, le Préfet de Yoto et Togbui Akpodo Toklokpa III, le chef C a n t o n d'Amoussimé et président de l'Union des Chef traditionnels de Yoto. Endre RYGH, le Directeur général de la société SCANTOGO Mines était aussi présent. Il a également apporté quelques éléments relatifs à l'usine en construction.

Selon M.Haegeman, environ 20% des travaux de construction de l'usine sont exécutés: "les travaux ont démarré le 1er Août 2012 et vont durer au moins 1.005 jours". Le montant de l'investissement est estimé à 254,190 millions de dollars US.

"Les principaux travaux sur le site sont: une ligne de production de clinker d'environ 5.000 tonnes par jour, un village (avec 102 maisons, une clinique, un guesthouse, un magasin et une salle de sport polyvalent) et des installations pour la manutention et transport de gypse et de charbon sur le site de CIMTOGO et au Port de Lomé", a souligné M.Haegeman.



L'Ambassadeur Joseph Weiss en visite sur le chantier confié aux Chinois

"Sont également prévus, des travaux secondaires: une ligne aérienne de haute tension 63 KV (qui sera construite par la CEB), une nouvelle piste entre Tabligbo et le site et une voie ferroviaire (la ligne existe déjà, elle sera réhabilitée)", a-t-il ajouté, précisant que l'Usine sera construite conformément aux "normes européennes".

Muni d'un casque avec des chaussures type bottes de sécurité en cuir (de la SCANTOGO Mines), Joseph Weiss a visité plusieurs compartiments du site qui emploie actuellement 330 chinois et 230 locaux. Le Préfet de Yoto et Togbui Akpodo Toklokpa III, ainsi que leurs collaborateurs ont aussi profité de l'occasion pour découvrir cette usine en construction.

"Je suis très impressionné premièrement par le fait qu'il y a une

grande usine dans une région qui a été négligée pendant longtemps. Le pays dispose de ressources énormes et des potentialités. J'étais ici, il y a quelques mois, il n'y avait rien. Je suis très impressionné par la vitesse, mais aussi par la précision avec laquelle le travail est fait", a déclaré à des journalistes, l'ambassadeur d'Allemagne à la fin de la visite.

"J'ai vu qu'il y a des normes plus élevées internationales qui sont appliquées et cela me rassure. Car, il faut protéger l'environnement et penser à la sécurité des gens. J'encourage tous ceux qui investissent dans ce pays, qui a une grande potentialité. J'ai décidé de faire le déplacement, pour moi-même, faire un plaidoyer, afin que d'autres investisseurs allemands puissent venir au Togo", a précisé M. Weiss.

22ème édition du Tour cycliste international du Togo : La succession de Minigou Noufou ouverte !

LE PREMIER coup de pédale pour la 22ème édition du tour cycliste international du Togo a été donné le dimanche dernier dans l'après-midi à Lomé.

Ils étaient au total 57 coureurs venus de sept (07) pays à être au départ de la course devant le siège de la BTCI à Lomé.

C'est le ministre des Sports, Bakalawa Fofana qui a donné le coup d'envoi pour cette 22ème édition pour une distance de 103 km Lomé-Aného-Lomé, au niveau de Baguida. Le premier point chaud est remporté par le Burkina Faso Sokondo Abdou. Au retour d'Aného, le deuxième point chaud est remporté par le Burkina Faso Ildoudo Harouna et il maintient l'écart jusqu'à Lomé où il a remporté l'étape finale parrainée par la BTCI ; " c'est l'occasion de remercier les autorités qui ont permis que ce tour se réalise dans la



L'arrivée lors de la première manche lomé-Aného-Lomé dimanche dernier



Le podium dominé par les Burkinabè

paix et la sécurité ; BTCI comme on le dit souvent chez nous, ensemble réalisons demain ", a déclaré M. Afoutou l'un des responsables de cette structure.

Au moment des récompenses, c'est le burkinabè Ilboudo Harouna vainqueur de la première étape qui

a reçu le maillot jaune maillot Togocel.

Pour le ministre des sports M. Bakalawa Fofana "c'est un moment d'émotion malgré l'absence du Nigéria et Niger, et il faut noter que pour cette 22ème édition on n'a pas choisi Aného pour rien, c'est parce

que nous avons de bonnes infrastructures ; pour cette année, les dispositions sont prises pour que le Togo gagne son tour et nous prions pour ça " a déclaré l'honorable Dieudonné Gagou, superviseur général sur le tour.

Dodo ABALO

Zozo

CHAMPIONNAT/DI-REPORT



Améyi Gabriel, Pdt FTF

Initialement prévu pour démarrer ce samedi, le championnat national de première division est reporté au 04 mai prochain, indique un communiqué de la Fédération Togolaise de Football (FTF).

La raison principale évoquée, est la tenue d'un mini tournoi de la Coupe de l'Indépendance dont les demi-finales opposent le 21 avril 2013, Dyto à Gbikinti, tandis que l'AS Douanes croise Angés. La finale se dispute le samedi 27 avril prochain.

DES ÉLÈVES DANS LES RUES DE LOMÉ ET D'AUTRES VILLES DE L'INTÉRIEUR : UN MORT À DAPAONG, LE MINISTRE DE L'EAU AGRESSÉ ET BLESSÉ À BARKOUASSI

Des élèves sont encore descendus lundi dans les rues de Lomé et dans certaines rues de l'intérieur du pays pour réclamer la reprise des "cours". Partis d'Adidogomé, ces élèves sillonnaient en milieu de matinée, quelques rues de la capitale. Ils étaient bien encadrés par des forces de l'ordre.

A Dapaong (environ 650 km au nord de Lomé), Atakpamé (environ 175 km au nord de Lomé) et à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé) des élèves étaient également dans les rues.

A Dapaong, un élève de la classe de 6ème a été tué, la Marie et le commissariat saccagés.

A Barkouassi - dans la préfecture de l'Oti - le ministre de l'eau, de l'Assainissement et de l'Hydraulique Villageoise, Bissoune Nabagou a été agressé et blessé au front.

A Atakpamé, des élèves ont aussi sillonné plusieurs artères de la ville, avant de chuter à la Préfecture où ils ont été reçus par le Préfet.

Certains ont tenté de déloger leurs camarades des écoles privées. Ils ont également dressé des barricades sur des rues, perturbant la circulation. Aucun incident n'a été signalé.

Dans d'autres localités, pas de manifestations de rues, les élèves sont retournés tranquillement chez eux. C'est le cas des élèves à Danyi et Kpélé (environ 190 km au nord de Lomé).

Rappelons que le gouvernement a décidé de fermer "temporairement" tous les établissements scolaires de l'enseignement général et de l'enseignement technique tant public que privé dans la région pédagogique Lomé Commune Golfe à compter de ce lundi 15 avril, suite aux manifestations de rues des élèves des collèges et lycées la semaine dernière.

Le gouvernement a dénoncé des "actes de vandalisme", affirmant que des "dommages importants ont été causés sur des biens publics et privés".

PRÉVENTION DES CONFLITS ET INSTABILITÉ EN AFRIQUE

Comment prévenir les conflits et l'instabilité en Afrique et comment s'attaquer à la racine du mal. Ce sont quelques unes des questions évoquées lundi à New York lors d'un débat organisé par le Rwanda qui assure au mois d'avril la présidence tournante du Conseil de sécurité. Le ministre des Affaires étrangères du Togo, Elliott Ohin, s'est longuement exprimé sur la question en livrant une solide argumentation.

Pour M. Ohin, les conflits internes qui éclatent en Afrique prennent souvent leurs racines dans l'apprentissage laborieux d'un modèle de gouvernement et de concepts politiques exogènes auxquels les Africains ne sont, non seulement pas préparés, mais qui ne sont pas nécessairement adaptés au contexte local.

Des institutions héritées du colonialisme et mécaniquement plaquées en Afrique, continuent de générer des luttes illégales pour la conquête du pouvoir qui, dans bien de cas, se transforment en rivalités ethniques ou religieuses qui renforcent le sentiment d'appartenance à un groupe au détriment de l'identité nationale, assure le chef de la diplomatie togolaise...

Economie : En dépit du ralentissement mondial et d'une pauvreté persistante, l'Afrique maintient sa forte croissance

LA CROISSANCE économique en Afrique subsaharienne devrait atteindre plus de 5 % en moyenne en 2013-2015, une croissance largement attribuée aux prix mondiaux élevés des matières premières et à l'augmentation des dépenses de consommation sur le continent, garantissant ainsi que la région continuera de figurer parmi les régions enregistrant la croissance la plus rapide au monde, selon la dernière édition d'Africa's Pulse, une analyse semestrielle des enjeux façonnant les perspectives économiques de l'Afrique.

En 2012, environ un quart des pays d'Afrique ont connu une croissance supérieure ou égale à 7 % et un autre groupe de pays africains, notamment la Sierra Leone, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Liberia, l'Éthiopie, le Burkina Faso et le Rwanda, figure parmi les pays qui connaissent la croissance la plus rapide au monde.

Le nouveau rapport de la Banque mondiale prédit que les perspectives de croissance à moyen terme resteront robustes et seront soutenues par l'économie mondiale en constante amélioration, les prix invariablement élevés des matières premières, ainsi que par l'augmentation des investissements dans les infrastructures régionales, le commerce et la croissance des entreprises.

Se félicitant de cette nouvelle estimation plaçant la croissance de l'Afrique au-dessus de la moyenne mondiale, le vice-président de la Banque mondiale invoque la nécessité de réaliser des progrès plus rapides dans des domaines tels que l'accès à l'électricité et la sécurité alimentaire dans les régions vulnérables du Sahel et de la Corne de l'Afrique. Il mentionne également qu'une augmentation considérable de la productivité énergétique et agricole est indispensable afin d'améliorer la qualité de vie des Africains et réduire la pauvreté de manière significative sur l'ensemble du continent.

" Les pays africains devront procurer plus d'électricité, une alimentation nutritive, des emplois et des opportunités aux familles et communautés du continent afin d'améliorer leurs vies, de mettre fin à l'extrême

pauvreté et de promouvoir une prospérité commune ", déclare le vice-président de la Banque mondiale, Makhtar Diop. " Sans apport supplémentaire d'électricité ni d'augmentation de la productivité agricole, le développement futur de l'Afrique ne pourra être mené à bien. La bonne nouvelle est que les gouvernements africains ont la ferme intention de changer la situation actuelle. "

M. Diop a également exhorté les gouvernements africains et leurs partenaires de développement à renforcer la collecte de statistiques sur le continent afin de permettre aux citoyens de mieux mesurer et surveiller la progression de leur développement et d'analyser les raisons de son succès ou de son échec, tout spécialement dans les pays riches en ressources et les états fragiles où de telles données sont rarement accessibles.

Les découvertes de nouveaux minéraux stimulent la croissance

Africa's Pulse affirme que les récentes découvertes de pétrole, de gaz naturel, de cuivre et d'autres minéraux stratégiques, ainsi que l'expansion de plusieurs exploitations minières et la construction de nouvelles installations au Mozambique, au Niger, en Sierra Leone et en Zambie, le tout accompagné de meilleures gouvernances politiques et économiques, ont alimenté une robuste croissance économique sur l'ensemble du continent.

Les prévisions font valoir qu'en 2020, seuls quatre ou cinq pays de la région ne seront pas impliqués dans une exploitation minière d'une sorte ou d'une autre, si grande est l'abondance des ressources naturelles en Afrique.

La Banque mondiale affirme qu'au vu des revenus considérables apportés par les nouveaux minéraux dans toute la région, les pays riches en ressources devront investir consciencieusement ces nouveaux gains en vue d'une amélioration de la santé, de l'éducation et de l'emploi, ainsi que d'une diminution de la pauvreté de leurs citoyens s'ils veulent maximiser leurs perspectives de développement national.

Croissance des dépenses de consommation et des investissements privés

Les dépenses liées à la consommation, qui représentent plus de 60 % du PIB de l'Afrique, sont restées vigoureuses en 2012. Cette dynamique est due au recul de l'inflation, qui est tombée de 9,5 % en janvier 2012 à 7,6 % en décembre 2012, à un meilleur accès au crédit, par exemple en Angola, au Ghana, en Mozambique, en Afrique du Sud et en Zambie, à une baisse des taux d'intérêt - pour chaque hausse du taux d'intérêt, trois réductions furent enregistrées - et à des revenus agricoles plus élevés grâce, entre autres, à de meilleures conditions climatiques en Guinée, en Mauritanie et au Niger, qui ont tous connu une meilleure saison des pluies par rapport à la récolte 2010/2011, et enfin aux rentrées constantes d'envois de fonds estimées à 31 milliards de dollars pour 2012 et 2011.

L'accroissement des flux d'investissement soutient actuellement la croissance de la région. En 2012, par exemple, les flux nets de capitaux privés en direction de la région ont augmenté de 3,3 %, pour atteindre un niveau record de 54,5 milliards de dollars, et les entrées d'investissements directs étrangers dans la région ont augmenté de 5,5 % en 2012, se chiffrant à 37,7 milliards de dollars.

Africa's Pulse fait remarquer que les exportations soutiennent également la croissance du continent et que les destinations traditionnelles des marchandises ont également changé au cours de la dernière décennie. Depuis 2000, la croissance globale des exportations des pays d'Afrique subsaharienne vers les marchés émergents, tels que ceux de la Chine, du Brésil et de l'Inde, et vers certains pays de la région a dépassé celle à destination des pays développés. Le total des exportations vers le Brésil, l'Inde et la Chine dépassait ainsi celui à destination de l'Union européenne en 2011.

La croissance impressionnante de l'Afrique n'a pas suffisamment réduit la pauvreté

Après plus d'une décennie de forte croissance économique, la Banque

mondiale affirme que l'Afrique a été en mesure de réduire la pauvreté sur le continent, mais de manière insuffisante.

" Bien que la perspective d'ensemble suggérée par les données montre une expansion vigoureuse des économies africaines et un déclin de la pauvreté, ceci masque des différences sensibles de performance, même parmi les pays africains à la plus forte croissance ", déclare Shanta Devarajan, économiste en chef pour la région Afrique de la Banque mondiale et auteur principal du nouveau rapport.

M. Devarajan ajoute que, de 2005 à 2010, l'Éthiopie et le Rwanda ont connu une expansion de leurs économies de l'ordre de 8 à 10 % (soit entre 5 et 8 % par habitant), ce qui a entraîné une chute annuelle de 1,3 à 1,7 point de pourcentage de leurs taux nationaux de pauvreté. En revanche, le recul de la pauvreté dans certains autres pays a accusé un sérieux retard par rapport à la croissance.

L'avenir apporte la promesse d'une croissance encore plus vigoureuse, d'une pauvreté bien moindre et d'une prospérité commune.

Africa's Pulse suggère qu'un nombre de tendances émergent sur le continent pourrait transformer son état actuel de développement au cours des années à venir. La promesse de revenus importants provenant de l'exploitation minière, une hausse des revenus créée par une expansion considérable de la productivité agricole, la migration à grande échelle des populations de la campagne vers les villes d'Afrique, et un dividende démographique potentiellement créé par la croissance rapide de la population jeune d'Afrique, comptent parmi les facteurs susceptibles de transformer l'Afrique.

" Si elles sont exploitées de manière adéquate de manière à libérer leur plein potentiel, ces tendances apportent la promesse d'une croissance plus prononcée, d'une forte diminution de la pauvreté et d'une accélération de la prospérité commune pour les pays africains dans un avenir proche ", affirme Punam Chuhan-Pole, coauteur d'Africa's Pulse et économiste principale pour la région Afrique de la Banque mondiale.



TOGO EXPRESS

AGENCE DE DISTRIBUTION DE COURRIER

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)

Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement

BP : 5022 Lomé Togo

Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11

Fax : +228 22 26 06 02

Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08

Email : togoexpress07@yahoo.fr

AFREEBIZZ

Première boutique en ligne
www.afreepress.info tél: 22 43 03 79 - 90 00 47 62

SAVOIR



NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo
www.savoirnews.net, l'INFO en Continu 24/24H
Tél (228) : 90 04 19 64 / 99 35 29 23/ 91 45 34 50
E-mail : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net